



Lundi 29 janvier 2024

Chers adhérents,

Chers collègues,

Au début d'une deuxième semaine de blocages par les agriculteurs, je tenais à vous faire part des actions que j'ai menées, ainsi que de celles des élus nationaux et locaux et de l'ensemble des équipes de la FNTR au siège et en région.

Nous sommes pleinement mobilisés et nous partageons vos inquiétudes et votre exaspération quant à la situation actuelle qui vient fragiliser encore un peu plus nos entreprises dans un contexte économique extrêmement difficile.

Comme vous avez pu le constater, d'un point de vue opérationnel, nous vous avons informés quotidiennement, le plus précisément possible, des points de blocages. Nous poursuivrons bien évidemment cette information dans les heures et jours à venir.

Par ailleurs, nous avons alerté les pouvoirs publics, à savoir la Présidence de la République, les cabinets du Premier ministre, du ministre de l'Intérieur, et du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires sur l'impérative nécessité de préserver la sécurité de nos conducteurs, de nos véhicules, et des marchandises transportées. Nous avons également exigé que les forces de l'ordre rétablissent, au plus vite, la liberté de circuler.

Tous les Préfets ont également été sensibilisés, à plusieurs reprises, sur ces exigences, par tous nos Syndicats territoriaux.

Dans le même temps, nous avons insisté sur l'impact désastreux de ces mouvements sur la situation économique et financière de nos entreprises, alors même que les épisodes neige et verglas des jours précédents avaient déjà lourdement pesé sur l'activité.

Si la Direction Générale des Infrastructures des Transports et des Mobilités est à notre écoute, et reçoit nos remontées d'informations, force est de constater qu'à ce jour, la situation prend encore de l'ampleur et désorganise totalement les flux de transport.

Nos conducteurs sont souvent en très grande difficulté, bloqués, sans disposer de ravitaillement ou d'accès à des sanitaires. Nous sommes informés d'incidents plus graves encore sur lesquels nous intervenons directement auprès des forces de l'ordre.

Nos transports sont retardés et empêchés suscitant l'irritation de nos clients, dont certains sont peu compréhensifs.

Parfois, même les marchandises ont été détruites sans que les forces de l'ordre n'interviennent.

Dans ce contexte déjà chaotique, nous constatons également que les syndicats agricoles visent délibérément à bloquer les camions alors que le secteur des transports n'est nullement responsable des situations à l'origine de leurs revendications.

Nous sommes conscients que faute de réponses précises et adaptées du Gouvernement à nos demandes, certaines entreprises au bord de la rupture seraient tentées de rejoindre les mouvements comme d'autres secteurs le font actuellement, et ce dans une volonté d'exprimer leur désarroi.

Aujourd'hui, notre priorité absolue est d'obtenir, dans les plus brefs délais, le rétablissement de la circulation de nos véhicules. La route est notre outil de travail et le Gouvernement doit faire le nécessaire pour nous permettre de continuer à exercer notre métier.

Le temps du bilan économique et de l'évaluation de l'impact de cette crise sur nos entreprises viendra. Nous porterons, sur ce sujet et comme toujours, la voix de la Profession avec force et détermination.

Mais aujourd'hui l'urgence est bien de pouvoir retrouver une activité normale sans rajouter de la confusion à une situation déjà critique.

Nous avons réuni la semaine dernière de manière conjointe le Conseil de Direction et le Conseil National de la FNTR. Une nouvelle réunion des instances réunies se tiendra à nouveau demain mardi 30 janvier après-midi afin de faire un point sur la situation, et de déterminer la stratégie à tenir.

Moi-même, l'ensemble des élus et des équipes de la FNTR demeurons à votre écoute et continuons d'agir dans l'intérêt de nos secteurs indispensables à l'économie et à la société.

Bien confraternellement

Le Président de la FNTR

Jean-Christophe Pic